

RAPPORT DU CONSEIL COMMUNAL DU 22 MAI 2026

La réunion du conseil communal a eu pour sujet principal l'organisation scolaire 2026-2027.

Organisation scolaire provisoire 2026-2027

En introduction, le bourgmestre M. Jean Marie Jans (CSV) a tenu à remercier l'échevine déléguée à la politique scolaire, Mme Josée Lorsché (DÉI GRÉNG), ainsi que le service scolaire communal, les directions d'école, les comités d'école et l'ensemble des partenaires impliqués pour l'élaboration de l'organisation scolaire provisoire pour l'année 2026-2027.

L'échevine Mme Josée Lorsché a souligné que l'élaboration de l'organisation scolaire constitue chaque année un exercice particulièrement complexe. Élaborée en collaboration avec le RECOBE (Représentation des Comités d'École de Bettembourg), les trois comités d'école, le service scolaire et les autorités communales, elle doit tenir compte de nombreux paramètres administratifs, pédagogiques et organisationnels.

L'échevine a rappelé que le document présenté demeure provisoire puisque les effectifs définitifs des élèves et du personnel ne seront connus qu'à la rentrée de septembre. Comme chaque année, plusieurs facteurs peuvent encore influencer les chiffres définitifs, notamment les prolongations de cycle, les inscriptions d'un nombre d'élèves dans les écoles internationales, le lycée de Schengen à partir du cycle 4 ou les écoles privées ainsi que les déménagements.

Le personnel enseignant actuellement affecté à la commune comprend 112 enseignants diplômés. Six d'entre eux partiront à la retraite à la fin de l'année scolaire. S'y ajoutent huit éducatrices diplômées pour l'éducation précoce, un instituteur pour le développement scolaire, un instituteur spécialisé dans les compétences numériques, six éducatrices graduées intervenant dans les centres d'apprentissage et auprès des enfants à besoins spécifiques, trois instituteurs pour enfants à besoins spécifiques (IEBS) ainsi que trois assistants pour enfants à besoins spécifiques (AEBS). Ces derniers accompagnent les enfants présentant des difficultés de mobilité ou d'autres besoins particuliers dans leur quotidien scolaire.

Mme Lorsché a également présenté les documents annexés à l'organisation scolaire, à savoir le règlement d'occupation des postes, le Plan d'encadrement périscolaire (PEP) et la Charte de coopération entre l'école fondamentale et les structures d'éducation et d'accueil (SEA). Cette charte, entrée en vigueur l'année précédente, vise à renforcer la coopération entre les équipes pédagogiques et éducatives afin d'assurer un accompagnement cohérent des enfants tout au long de la journée.

L'échevine est ensuite revenue sur le projet national d'alphabétisation en français (ALPHA), dont la mise en œuvre progressive continuera à mobiliser les écoles au cours des prochaines années. Elle a expliqué que ce projet impliquera entre autres la présence de deux enseignants pour les



branches principales comprenant l'alphabétisation, l'apprentissage de la lecture et le calcul dans les classes concernées, l'un assurant la filière française et l'autre la filière allemande. Plusieurs aspects organisationnels restent à être clarifiés, dont la répartition des responsabilités et tâches des enseignants supplémentaires durant les heures où les élèves seront regroupés dans une même classe. Des adaptations au niveau du règlement d'occupation des postes seront également nécessaires.

L'échevine a rappelé que l'organisation scolaire repose sur le contingent de leçons attribué par le ministère de l'Éducation nationale. Celui-ci est calculé sur base de l'indice socio-économique de la commune établi par le LISER ainsi que du nombre d'élèves recensés en janvier 2026. Pour l'année scolaire 2026-2027, ce contingent s'élève à 2 053 leçons hebdomadaires pour les trois écoles fondamentales de la commune. Sur ce total, 1 931 heures sont directement consacrées à l'enseignement en classe. Les 122 heures restantes sont affectées au fonctionnement des centres d'apprentissage et des dispositifs d'accompagnement spécialisés. L'effectif pris en compte pour ce calcul s'élève à 1 076 élèves et ne tient pas compte des 5 élèves pris en charge par un centre de compétence spécialisé.

Mme Lorsché a rappelé l'importance des centres d'apprentissage en place dans les trois écoles de la commune et constituant depuis de nombreuses années un élément central de la politique scolaire communale. Ces structures permettent d'apporter un soutien ciblé aux enfants rencontrant des difficultés d'apprentissage ou nécessitant un accompagnement spécifique. Les centres d'apprentissage fonctionnent grâce à sept enseignants mis à disposition à partir du contingent de leçons, auxquels s'ajoutent une demi-tâche accordée par le ministère ainsi que trois éducatrices graduées de l'ESEB (équipe de soutien pour enfants à besoins spécifiques). Pour l'année en cours, les centres d'apprentissage encadrent 45 enfants du cycle 1 et 51 enfants des cycles 2 à 4. Une attention particulière est accordée aux enfants du cycle 1 afin d'intervenir le plus précocement possible. L'échevine a expliqué que les difficultés rencontrées dès les premières années de scolarisation entraînent souvent des répercussions sur l'ensemble du parcours scolaire. Les jeunes enfants concernés bénéficient ainsi d'un accompagnement ciblé limité à de courtes périodes quotidiennes afin de préserver leur intégration dans la classe. Elle a précisé que les admissions aux centres d'apprentissage sont décidées conjointement par la Direction régionale et la Commission d'inclusion scolaire, sur base d'évaluations réalisées par différents professionnels spécialisés.

La commune bénéficie par ailleurs de 115 heures hors contingent pour trois remplaçants permanents, de deux postes destinés aux classes d'accueil ainsi que de six heures consacrées au plan de développement scolaire. Les classes d'accueil s'adressent principalement aux élèves nouvellement arrivés qui ne maîtrisent pas encore les langues d'enseignement. Ces enfants restent intégrés dans leurs classes respectives tout en bénéficiant d'un soutien linguistique ciblé. Actuellement, 17 enfants issus du foyer pour demandeurs de protection internationale fréquentent les écoles communales.

Concernant les effectifs scolaires, Mme Lorsché a indiqué qu'une légère baisse du nombre total d'élèves est constatée par rapport à l'année en cours. Celle-ci s'explique toutefois presque exclusivement par la diminution du nombre d'enfants inscrits dans l'éducation précoce. Alors que l'année scolaire 2025-2026 avait enregistré un nombre record de 121 inscriptions au précoce sur un total de 140 enfants concernés, seules 84 inscriptions ont été enregistrées pour l'année à venir sur un total de 108 enfants. Cette diminution de 37 élèves explique à elle seule la baisse globale constatée pour l'année scolaire à venir.

Dans les autres cycles, la situation est différente. Le cycle 1 compte seulement six élèves de moins que l'année précédente, tandis que les cycles 2 à 4 enregistrent au contraire une augmentation de 26 élèves.

Le nombre total de classes reste stable avec 67 classes réparties sur les trois sites scolaires de la commune. L'effectif moyen se situe entre 15 et 16 élèves par classe, ce qui permet selon



l'échevine de garantir un encadrement de qualité et une meilleure prise en compte des besoins individuels des élèves.

Aux campus scolaires Ëm de Bëchel et Reebou, le nombre total de classes reste stable avec 29 classes par école.

Au campus scolaire Näerzeng, l'organisation reste également inchangée avec 9 classes. Le groupe de l'éducation précoce est toutefois particulièrement réduit cette année avec seulement 9 enfants, contre 24 l'année précédente dont 4 enfants ont dû être orientés dans une école de Bettembourg du fait que la limite par groupe s'élève à 20 enfants. Afin d'équilibrer cette situation, l'école développera un modèle pédagogique ouvert permettant des activités communes pour les enfants du précoce et ceux du cycle 1. Les enfants de trois, quatre et cinq ans pourront ainsi participer ensemble à certaines activités adaptées à leur âge, une approche qui se développe également dans d'autres communes.

L'échevine a ensuite présenté les nombreux projets pédagogiques, culturels, sportifs et de prévention soutenus ou financés par la commune. Elle évoqué le grand projet artistique réalisé avec des artistes graffeurs professionnels et visant à peindre une partie des murs intérieurs des bâtiments scolaires. Après le campus scolaire Ëm de Bëchel, le projet sera progressivement étendu au campus Reebou. L'objectif est de permettre aux enfants de participer activement à l'aménagement de leur environnement scolaire et de développer un sentiment d'appartenance à leur école. Parmi les autres initiatives figurent le projet « Nachhaltigkeit macht Schule » développé avec l'Agence de l'Énergie, les activités pédagogiques en forêt, les projets consacrés à l'alimentation saine en collaboration avec la Ligue médico-sociale, les cours de premiers secours, les ateliers d'éducation sexuelle et affective, les programmes de prévention contre la violence, la toxicomanie et le cyberharcèlement ainsi que plusieurs actions menées avec la Police grand-ducale. La commune envisage également de lancer un projet avec la Fondation Cancer dans le cadre d'une démarche de sensibilisation au tabagisme.

D'autres activités concernent notamment la robotique avec la participation au programme Lego League, des projets théâtraux, des visites du Musée national de la Résistance à Esch-sur-Alzette ayant comme but de sensibiliser les enfants pour les valeurs de la démocratie, les fêtes sportives scolaires, la Coupe scolaire ainsi que diverses manifestations organisées sur les campus. Mme Lorsché a également annoncé le développement d'une école du vélo destinée à permettre aux enfants d'acquérir très tôt les compétences nécessaires à une pratique sûre du cyclisme. La commune prévoit notamment l'acquisition de vélos afin que tous les élèves puissent bénéficier des mêmes conditions d'apprentissage.

L'échevine a par ailleurs indiqué qu'un nouveau concept de sécurité spécifique aux fêtes scolaires est actuellement en cours d'élaboration. Celui-ci vise à mieux définir les responsabilités des différents intervenants ainsi que les procédures à suivre en cas d'incident.

Elle a également présenté les grandes lignes du nouveau plan d'études national destiné aux cycles 1 et 2. Celui-ci prévoit une approche plus transversale des apprentissages et intègre plus particulièrement des thématiques telles que le développement durable, l'informatique, la culture, le patrimoine, les droits humains, la participation des enfants et les questions liées à la santé.

Mme Linda Kunsch (LSAP) a salué la richesse des projets proposés aux élèves et l'importance accordée aux actions de prévention. Elle a toutefois regretté que certains projets ne soient pas mis en œuvre de manière uniforme dans toutes les classes, ce qui peut parfois susciter de l'incompréhension chez les élèves. La conseillère s'est également interrogée sur l'évolution du nombre d'enfants à besoins spécifiques ainsi que sur les questions de sécurité dans les établissements scolaires. Elle constate que plusieurs aspects de la sécurité sont déjà pris en compte dans le cadre de l'organisation scolaire, telles que l'organisation des exercices d'évacuation ou l'établissement de plans de surveillance. Toutefois, ceux-ci restent ponctuels et ne s'inscrivent pas dans un concept global de sécurité couvrant l'ensemble des risques et des



situations d'urgence, ainsi que les rôles et responsabilités des différents intervenants. Linda Künsch est en outre d'avis qu'il serait avantageux de publier ce concept de sécurité afin que les parents puissent prendre connaissance des mesures mises en œuvre par l'école et des procédures prévues en cas de situation d'urgence.

En réponse, Mme Lorsché a indiqué qu'aucune augmentation générale du nombre d'enfants à besoins spécifiques n'était pas constatée, même si les situations relevant du spectre autistique présentent une certaine progression. Elle a souligné que les profils des enfants accompagnés sont très variés et ne se limitent pas aux difficultés d'apprentissage traditionnelles. Concernant la sécurité, l'échevine a rappelé que de nombreuses mesures sont déjà en place dans les écoles communales: comité de sécurité, contrôles réguliers par le délégué de sécurité de la commune, concept de sécurité pour toutes les fêtes scolaires, formations obligatoires du personnel, surveillance et encadrement continu des élèves, contrôle des accès aux bâtiments, systèmes d'alarme, procédures d'urgence, cours et équipements de premiers secours et plans d'accompagnement individualisés pour les élèves présentant des besoins médicaux spécifiques. Du fait qu'il s'agit de mesures très diverses et de réglementations applicables dans les domaines respectifs, l'élaboration d'un seul concept de sécurité ne constituerait aucune plus-value. Quant aux projets initiés, voire financés par la commune, les enseignants restent toujours libres de les réaliser dans leurs classes ou encore d'y renoncer, leurs seules obligations étant définies dans le plan d'études national.

Mme Sylvie Jansa (LSAP) a demandé des précisions concernant l'orientation des élèves vers les centres d'apprentissage et le rôle des parents dans ce processus.

Mme Lorsché a confirmé que les parents sont systématiquement associés aux décisions et qu'aucune mesure n'est prise sans leur accord. Elle a rappelé que les parents doivent obligatoirement être impliqués dans les travaux de la Commission d'inclusion scolaire et que les besoins de chaque enfant font l'objet d'une analyse individualisée.

M. Nicolas Hirsch (DÉI GRÉNG) a salué le travail réalisé par l'ensemble des acteurs scolaires et éducatifs de la commune. Il a notamment mis en avant la réussite du nouveau campus scolaire « Ém de Bëchel », qui a ouvert ses portes il y a moins d'un an malgré certaines difficultés techniques liées notamment aux conséquences de l'inondation survenue avant son inauguration. Le conseiller a estimé que l'architecture ouverte du bâtiment et la proximité entre l'école fondamentale et les structures d'éducation et d'accueil favorisent une meilleure continuité dans l'accompagnement des enfants. Il a également souligné l'importance des centres d'apprentissage, qu'il considère comme un investissement essentiel dans la prévention et la réussite scolaire. Enfin, il a salué le projet artistique permettant aux élèves de participer à la décoration de leur école, estimant que cette démarche renforce leur sentiment d'appartenance et leur implication dans la vie scolaire.

Mme Véronique Wildgen (CSV) a remercié l'ensemble du personnel enseignant, éducatif, administratif et technique pour son engagement quotidien. Elle a également salué le travail du service scolaire communal, de la commission scolaire et des représentants des parents. La conseillère a mis en avant les investissements réalisés dans les infrastructures scolaires, l'importance des centres d'apprentissage ainsi que la diversité des projets proposés aux enfants dans les domaines de la santé, du sport, de la culture et de la prévention. Elle a également souligné les défis que représentera la mise en œuvre du projet d'alphabétisation en français et a estimé qu'une préparation approfondie sera nécessaire afin de garantir sa réussite.

Le conseil communal a approuvé à l'unanimité l'organisation scolaire provisoire pour l'année scolaire 2026-2027.



L'échevine Josée Lorsché a ensuite présenté la déclaration des vacances de poste pour l'année scolaire 2026-2027. En raison notamment de six départs à la retraite, mais également de plusieurs détachements, congés sans solde et réductions de tâche, quinze postes figurent sur la première liste des postes vacants. Ces postes concernent notamment plusieurs fonctions au cycle 1, des postes dans les cycles 2 à 4 ainsi que trois postes de remplaçants permanents. L'échevine a précisé que certaines fonctions pourraient rester vacantes dans un premier temps faute d'un nombre suffisant de candidatures.

Les nominations relatives à cette première liste seront soumises au vote du conseil communal lors du point traité à huis clos.

Distinctions de mérite – Sportifs méritants

L'échevin M. Gusty Graas (DP) a présenté au conseil communal la liste des sportifs et équipes proposés pour les distinctions de mérite sportif, conformément au règlement communal en vigueur. Il a rappelé que la cérémonie de remise des distinctions aura lieu le 7 juillet prochain au KulTourhaus de Huncherange et constituera, comme chaque année, un moment important de mise à l'honneur du monde sportif local. L'échevin a souligné le dynamisme du tissu associatif sportif de la commune, porté par de nombreux clubs actifs et engagés, et s'est réjoui des résultats obtenus par les sportifs au cours de la saison écoulée. Les distinctions concernent des sportifs individuels ainsi que des équipes ayant réalisé des performances remarquables, sur base des propositions introduites par les clubs.

Le conseil communal a approuvé la liste des sportifs méritants.

Plan d'aménagement particulier (PAP) - Rue de la Gare à Bettembourg

Le bourgmestre Jean-Marie Jans a expliqué que le PAP rue de la Gare concerne les trois maisons nos 14 à 18 situées au centre de la rue. L'ensemble du site est désormais entre les mains de promoteurs qui ont introduit un PAP pour ce périmètre.

M. David Graul, du service Urbanisme, a présenté le projet en détail. Le PAP rue de la Gare prévoit la reconversion des trois parcelles en un ensemble urbain mixte comprenant 23 logements ainsi que des commerces, bureaux et activités de services. Conformément aux dispositions légales relatives aux logements abordables, le PAP prévoit la réalisation d'environ trois logements abordables, correspondant à une surface de 241 m² réservée à cet effet.

Le projet se compose de quatre bâtiments aux fonctions complémentaires, organisés dans une logique de densification du tissu urbain existant et reprenant globalement les alignements et gabarits du bâti environnant, avec des hauteurs variant de deux à cinq niveaux. Il vise à créer un quartier mixte combinant habitat et activités économiques, directement connecté à la rue de la Gare et bénéficiant d'une excellente accessibilité aux transports publics. Les stationnements sont principalement prévus en sous-sol afin de limiter l'emprise au sol, tandis qu'une voirie interne assurera la circulation et les accès de secours. Une attention particulière est portée à l'intégration urbaine, à la qualité architecturale et à la transition avec le tissu existant. Le projet s'inscrit ainsi dans une logique de densification maîtrisée et de développement urbain durable.

Selon M. Jeff Gross (CSV), ce projet constitue une opportunité importante pour poursuivre le développement du centre de Bettembourg. Il a souligné l'intérêt de la mixité entre logements, commerces et activités, ainsi que la bonne intégration du projet dans son environnement urbain. Il a également mis en avant les efforts réalisés en matière de végétalisation et de développement durable.



M. Roby Biwer (LSAP) a indiqué que son parti soutenait le projet. Il a relevé l'importance de poursuivre la densification des centres urbains plutôt que de développer de nouvelles zones en périphérie. Il a également salué les dispositions prévues en matière d'accès et de circulation.

M. Nicolas Hirsch (DÉI GRÉNG) a déclaré accueillir favorablement ce projet de densification situé à proximité des transports publics. Il a suggéré d'examiner à l'avenir la création d'une liaison piétonne le long de la voie ferrée, entre la rue de la Gare et la rue Lentz, afin d'améliorer les connexions pour la mobilité douce dans ce secteur.

M. Jean-Marie Jans a précisé qu'un développement complémentaire pourrait être envisagé ultérieurement à l'arrière du site, le long de la voie ferrée, et que les accès avaient été conçus afin de limiter les nuisances liées au trafic.

M. Patrick Hutmacher (LSAP) a regretté que le projet ne permette pas la création d'un nombre plus élevé de logements abordables. Il a estimé que quelques logements supplémentaires auraient pu entraîner une augmentation de la part réservée à ce type d'habitat. Malgré cette remarque, il a indiqué soutenir le PAP.

L'échevine Mme Josée Lorsche a relevé à l'attention des membres du conseil communal que le dossier ne comportait pas de plan détaillé des plantations. Elle a indiqué que cette absence résultait des exigences actuelles du ministère compétent, selon lesquelles les aspects relatifs à l'aménagement paysager doivent être définis dans une étape ultérieure de la procédure.

En réponse, M. David Graul a précisé que la Cellule d'évaluation du ministère de l'Intérieur avait indiqué qu'un concept paysager ne pouvait pas être intégré à la partie écrite du PAP, celle-ci ne disposant pas de valeur réglementaire pour ce type d'éléments. Seules la partie graphique et les dispositions prévues par la législation ont une valeur réglementaire dans le cadre d'un PAP.

Le conseil communal a approuvé à l'unanimité des voix le PAP - Rue de la Gare à Bettembourg.

Réaménagement de l'entrée en localité dans la route de Mondorf

Le bourgmestre M. Jean Marie Jans a rappelé que le projet de réaménagement de l'entrée en localité dans la route de Mondorf s'inscrit dans les conclusions de l'étude de circulation « DuBett » de 2015 relative à l'organisation du trafic dans la région de Dudelange et de Bettembourg. Réalisée sous la direction de l'Administration des ponts et chaussées, cette étude prévoit notamment la requalification des différentes entrées en localité de la commune. M. Jans a précisé que ces travaux présentent une opportunité pour la commune de procéder à des interventions sur les réseaux souterrains, notamment en matière de canalisation et de renforcement de l'alimentation en eau potable.

Pour dresser le contexte, M. Guillaume Dejean du service technique communal a d'abord présenté le projet de l'Administration des ponts et chaussées portant sur le réaménagement de la route de Mondorf (N13), entre le giratoire « Cité du Soleil » et le carrefour CR161/Krakelshaff à Bettembourg. Le projet comprend la requalification de l'entrée en localité depuis la N13 ainsi que la réorganisation du carrefour CR161/Krakelshaff. Il prévoit notamment la restructuration des îlots existants, la réfection de la chaussée et des places de stationnement ainsi que l'installation de feux de signalisation au niveau de l'intersection entre la N13 et le CR161. Les passages pour piétons seront adaptés afin de répondre aux normes d'accessibilité pour les personnes à mobilité réduite. Une attention particulière est portée à la mobilité douce. Les trottoirs existants seront partiellement réaménagés et des chemins mixtes destinés aux piétons et aux cyclistes seront créés entre le giratoire « Cité du Soleil » et le carrefour Krakelshaff. Les aménagements prévus visent à améliorer la sécurité et le confort des déplacements non motorisés sur cet axe très fréquenté.



Quant à l'implication de la commune dans ce projet, la partie concernant la voirie sera portée à l'ordre du jour d'un conseil communal ultérieur, alors que celle portée à l'ordre du jour du présent conseil communal concerne exclusivement la réalisation - en coordination avec l'Administration de la gestion de l'eau (AGE) – de deux interventions sur les réseaux souterrains.

La première intervention concerne le raccordement au réseau de canalisation des habitations situées aux numéros 326 et 332/334 de la route de Mondorf, ainsi que la régularisation de la situation de maisons isolées et du garage Winandy. Cette intervention fait suite à une obligation de mise en conformité demandée par l'AGE. Le projet est budgétisé à 845000 euros.

La seconde porte sur le renforcement de l'alimentation en eau potable dans le secteur du Parc Merveilleux, de la crèche Kokopelli et du stade municipal. Elle prévoit la pose d'une nouvelle conduite dans la route de Mondorf afin d'améliorer la résilience du réseau alimentant ces infrastructures sensibles. Le projet est estimé à 345 000 euros.

Le conseil communal a approuvé à l'unanimité les projets relatifs aux travaux de raccordement à la canalisation des maisons 326 et 332/334 route de Mondorf ainsi qu'aux travaux de renforcement du réseau eau potable en entrée de localité dans la route de Mondorf.

Modification du règlement concernant les primes aux élèves et étudiants

L'échevin M. Alain Gillet (CSV) a expliqué les modifications du règlement concernant les primes aux élèves et étudiants. Il a indiqué que le règlement avait été adapté afin de tenir compte des pratiques actuelles des établissements scolaires. Ceux-ci appliquent désormais des systèmes d'évaluation variés, combinant selon les cas notes et points, ce qui rend le calcul des primes plus complexe dans le cadre du dispositif existant. Les modifications proposées visent donc à simplifier les modalités de calcul des primes tout en renforçant la valorisation des diplômes.

Pour les élèves, la prime accordée en cas de réussite de l'année scolaire passerait de 80 à 100 euros. Les primes de mérite seraient également adaptées : une prime de 150 euros serait attribuée aux élèves atteignant un résultat de 75 %, tandis qu'une prime de 200 euros récompenserait ceux obtenant au moins 85 %.

Concernant les examens de fin d'études, notamment le DAP et le baccalauréat, une prime unique de 160 euros serait désormais accordée. Jusqu'à présent, ce montant variait entre 100 et 160 euros. M. Gillet a souligné que tous les diplômes concernés devaient être considérés comme équivalents au regard des efforts fournis par les élèves et méritaient dès lors la même reconnaissance.

Pour les étudiants, la prime liée à la réussite d'une année d'études serait fixée à 400 euros. Jusqu'à présent, son montant variait en fonction du budget disponible. Par ailleurs, les primes accordées pour l'obtention d'un BTS, d'un Bachelor, d'un Master, d'un Doctorat ou d'un diplôme équivalent seraient augmentées d'environ 200 euros à chaque niveau afin de mieux valoriser ces qualifications.

L'échevin a également précisé que la prime relative au brevet de maîtrise n'avait pas été réévaluée dans la version initiale du règlement. À la suite d'une remarque formulée par la commission des Finances, le collège échevinal propose de porter cette prime de 200 à 400 euros, afin d'assurer une cohérence avec les autres adaptations prévues.

Mme Sylvie Jansa s'est félicitée de cette dernière proposition. Elle a souligné l'importance de soutenir également les métiers artisanaux et les formations professionnelles. Selon elle, il est essentiel de valoriser ces compétences au même titre que les parcours académiques.



Le conseil communal a approuvé à l'unanimité la modification du règlement concernant les primes aux élèves et étudiants.

Modification du règlement concernant l'attribution d'une allocation sociale

L'échevin M. Alain Gillet a présenté les modifications proposées au règlement relatif à l'allocation sociale communale. Les adaptations visent essentiellement à simplifier les démarches administratives pour les bénéficiaires. Jusqu'à présent, les personnes percevant l'allocation sociale de l'État devaient introduire une demande supplémentaire auprès de l'Office social afin d'obtenir l'allocation sociale communale, qui correspond à 50 % du montant versé par l'État. Une vérification devait ensuite être effectuée auprès du Fonds national de solidarité afin de confirmer l'octroi de l'allocation étatique.

Afin d'alléger cette procédure, la commune propose désormais de verser automatiquement l'allocation sociale communale à toutes les personnes figurant sur la liste des bénéficiaires transmise aux communes. Les intéressés n'auraient ainsi plus à introduire de demande supplémentaire.

Selon M. Gillet, cette modification constitue une simplification administrative importante et permettra aux bénéficiaires d'accéder plus facilement à l'aide à laquelle ils ont droit.

Le conseil communal a adopté à l'unanimité la modification du règlement concernant l'attribution d'une allocation sociale.

Emprunt pour le financement de travaux extraordinaires

L'échevin M. Alain Gillet a rappelé aux conseillers qu'un emprunt de 3.500.000 euros devait être contracté cette année afin de financer différents travaux extraordinaires, notamment les dernières dépenses liées au campus scolaire Ėm de Bèchel. Il a précisé que le vote du conseil communal constitue une étape préalable indispensable avant de pouvoir solliciter les établissements bancaires et comparer les différentes conditions de financement proposées.

Le conseil communal a approuvé, par 9 voix contre 6, la souscription de l'emprunt.

Approbation d'une convention de mise à disposition

L'échevine Mme Josée Lorsché a expliqué que le garde forestier gère environ 425 hectares de forêt (370 hectares de forêt communale et 55 hectares de forêt domaniale) et assure également de nombreuses prestations pour la commune qui s'ajoutent à sa tâche de gestion de la forêt : production et livraison de bois de chauffage aux habitants, fabrication de bancs et de tables en bois local pour les espaces publics, cabanes en forêt, poutres de séparation et autres équipements en bois, ainsi que la fourniture gratuite de petits matériaux de bricolage en bois local pour les écoles.

Afin de permettre au garde forestier de réaliser tous ces travaux pour la commune et ses habitants, la commune a investi de larges sommes dans des engins et machines spécialisées. Or, tout ce matériel doit depuis des années être entreposé à Dudelange sur l'ancien site Afflux, situé à proximité de la frontière française et mis à disposition par l'ANF. Du fait que ce site ne dispose pas d'abri adapté, tout le matériel doit être entreposé à l'extérieur ce qui a pour conséquence qu'il est vite endommagé et doit régulièrement être réparé à des frais croissants ou même être remplacé. Par ailleurs, des pertes de temps considérables sont engendrées par les



déplacements quotidiens du personnel et des engins entre Dudelange et Bettembourg. Le site faisant en outre l'objet d'un réaménagement avec un chantier d'envergure, n'est en fin de compte plus approprié pour permettre un travail efficace, économe en temps et en coûts.

Afin de remédier à cette situation de plus en plus néfaste, le collège échevinal souhaite développer un véritable service forestier local, à l'instar des services forestiers étant déjà en place dans d'autres communes, telles que Roeser, Schiffange, Kayl, Rumelange, Esch-Alzette et Niederanven. Cette approche vise également à renforcer les synergies entre le service communal des Parcs et des Régies et les salariés de l'Administration de la nature et des forêts (ANF). Une opportunité s'est dès lors présentée avec la possibilité de louer un hall agricole idéalement situé sur le territoire communal et devenu disponible. Le bâtiment, d'une surface de 1.458 m², permettrait en effet d'entreposer le matériel et le bois dans de bonnes conditions, de réduire substantiellement les déplacements et d'offrir des conditions de travail idéales. Selon les comparaisons réalisées par l'administration, le loyer demandé se situe dans la fourchette des prix observés au niveau national pour des biens comparables.

M. Roby Biwer (LSAP) et Patrick Hutmacher (LSAP) ont indiqué comprendre les difficultés opérationnelles exposées ainsi que l'intérêt d'améliorer les conditions de travail du garde forestier. Ils ont toutefois exprimé plusieurs réserves. Ils s'interrogent tout d'abord sur le principe selon lequel la commune financerait un projet bénéficiant à un service relevant de l'ANF, estimant que l'État devrait participer davantage à cet investissement. Ils ont également regretté l'absence d'une expertise immobilière indépendante permettant de confirmer le caractère raisonnable du loyer annuel de 90.000 euros. Enfin, ils ont demandé si des alternatives communales, telles que les anciens ateliers communaux situés dans la montée d'Abweiler à Bettembourg ou les nouveaux ateliers de la régie communale, avaient été étudiées de manière suffisamment approfondie.

En réponse, le bourgmestre M. Jans a précisé qu'il avait été procédé à des comparaisons de marché et que le bâtiment dans la montée d'Abweiler n'est plus considéré comme exploitable ni renouvelable selon les analyses réalisées, tandis que les espaces des nouveaux ateliers ne permettent pas d'accueillir l'ensemble des activités, du stockage et des manœuvres nécessaires au garde forestier et à son équipe. Il a souligné que la location constitue une solution pragmatique et temporaire permettant de répondre à une situation urgente, tout en laissant la possibilité d'examiner d'autres options à l'avenir.

Le garde forestier M. Jeff Wagner a pour sa part expliqué que l'État investit déjà plusieurs millions d'euros dans la modernisation du site de Dudelange, ce qui exclut actuellement un financement supplémentaire pour une implantation locale. Il a rappelé que près de 90 % de l'activité du triage forestier de Bettembourg sont directement consacrés à des missions au bénéfice de la commune et de ses habitants. Selon lui, la proximité du hall envisagé permettrait de réduire considérablement les temps de déplacement, de diminuer les coûts de fonctionnement, de valoriser davantage le bois local et d'améliorer la réactivité des services. Il a estimé qu'un site adapté constitue une condition indispensable au développement d'un service forestier efficace et au renforcement des synergies avec les services communaux.

La convention de mise à disposition a été adoptée par 9 voix contre 6.

Modification au sein du comité de pilotage du Vivre-ensemble

Le conseil communal a approuvé le remplacement de M. Jean Marie Jans par M. Alain Gillet comme membre du conseil communal au comité de pilotage du pacte communal du vivre-ensemble interculturel.



Changements dans les commissions

Le conseil communal a approuvé plusieurs changements au sein des commissions consultatives communales. Sur proposition du CSV, M. Alain Gillet sera remplacé par M. Patrick Kohn au sein de la commission du Développement Durable. Sur proposition du DÉI GRÉNG, Mme Carol Ewen Gindt sera remplacée par M. Alex Welter au sein de la commission des Finances et des Expertises.

Questions des conseillères et des conseillers

Mme Linda Kunsch a demandé comment la sécurité du pédibus à Huncherange ainsi que celle du transport scolaire vers la Sonneschoul à Noertzange est assurée, alors que des préoccupations ont été exprimées concernant l'encadrement, la communication avec les enfants en raison de la langue de communication utilisée par l'accompagnatrice, ainsi que la surveillance des enfants. Mme Kunsch s'interroge également sur le niveau de formation de la personne accompagnante en matière de sécurité et souhaite savoir si celle-ci a bénéficié d'une formation spécifique, comme c'est le cas à la Ville de Luxembourg où les accompagnateurs du pédibus sont tenus de suivre une demi-journée de formation dispensée par la police grand-ducale.

L'échevine Mme Josée Lorsché a répondu que le pédibus fonctionne effectivement pour les enfants des rues de la Résistance, Op Mehlbich, Hiehl et du Ruisseau à Huncherange. Elle a précisé qu'une personne encadre les enfants depuis le point de rassemblement situé rue de la Résistance et les accompagne jusqu'à l'arrêt d'autobus, assurant ainsi la continuité de la surveillance sur ce trajet. L'échevine a souligné qu'aucun problème de sécurité n'a été signalé à ce jour, ni par le personnel enseignant, ni par la personne chargée de l'accompagnement des enfants, ni par l'entreprise de transport mandatée, ce qui confirme, selon elle, le bon fonctionnement global du dispositif. Au cas où des problèmes de sécurité seraient effectivement observés par une quelconque personne, cette dernière est priée d'en avvertir le service scolaire dans les plus brefs délais au lieu de les discuter au sein d'une fraction politique et d'attendre une séance du conseil communal pour les voir thématiques. L'échevine a ajouté que la commune poursuit le recrutement de personnel compétent pour renforcer ce dispositif. Elle a également souligné qu'à ce jour, il n'existe pas encore de formation spécifique dédiée à cette fonction, les personnes encadrantes étant toutefois sélectionnées sur base de leurs compétences y relatives.

Mme Linda Kunsch a ensuite demandé quelles mesures concrètes seront prises pour remédier à la situation observée au campus scolaire « Ëm de Bëchel », où, huit mois après l'ouverture, la ventilation et la climatisation ne fonctionneraient toujours pas de manière satisfaisante, entraînant une qualité de l'air jugée insuffisante par certains élèves et enseignants, notamment en raison d'un renouvellement d'air limité, de poussières issues des revêtements de sol et de certaines activités nécessitant une ventilation adaptée.

A la question de M. Marco Estanqueiro (LSAP) de savoir comment s'y prennent les autres communes pour trouver des accompagnateurs pour le Pedibus, Mme Lorsché rétorque que ces communes confient le service aux gestionnaires externes de leurs services éducation et accueil (SEA). Comme les SEA de la commune de Bettembourg sont gérés par du personnel communal, la situation n'est pas comparable à celle d'autres communes. Dans le passé, il s'est avéré difficile de recruter des accompagnateurs appropriés. Les conseillères Mme Sylvie Jansa et Mme Linda Kunsch estiment que les contrats de 13 heures hebdomadaires sont peu attractifs, ce qui explique les difficultés rencontrées lors des campagnes de recrutement. Elles suggèrent dès lors d'envisager une revalorisation de cette fonction, par exemple en portant le volume horaire à 16 heures hebdomadaires, comme c'est le cas dans la commune de Schifflange. Josée Lorsché explique que les 13 heures correspondent au temps réellement nécessaire pour assurer ce service et que la prestation d'heures de travail supplémentaires au sein des SEA n'est pas accordée par le Ministère de l'Éducation.



M. Jans a répondu que suite au sinistre survenu dans la nuit du 8 au 9 septembre 2025, plusieurs installations techniques essentielles ont été endommagées et doivent encore être remplacées et reprogrammées. Les travaux sont toujours en cours. Le bourgmestre a précisé que, malgré cette situation, la sécurité des occupants, le chauffage et le renouvellement de l'air ont été assurés en continu depuis la rentrée grâce à des solutions provisoires, avec un suivi permanent du Service Technique en collaboration avec les concierges, les représentants des enseignants et les responsables SEA. La remise en état complète reste complexe en raison des délais de livraison et des interventions en site occupé. Une normalisation est visée pour la rentrée de septembre 2026, après les derniers réglages prévus en juin et juillet 2026. La pré-réception avec TRALUX a eu lieu en décembre 2025 et la réception finale est attendue pour fin août 2026.

Le bourgmestre a ajouté qu'aucun rapport défavorable concernant la qualité de l'air n'a été transmis par les experts ou autorités sanitaires et a rappelé qu'une aération par ouverture des fenêtres est possible dans toutes les salles. Enfin, M. Jans a indiqué que le bâtiment ne dispose pas de climatisation (sauf locaux informatiques), que les revêtements de sol sont des tapis anti-allergiques nettoyés quotidiennement avec un entretien approfondi annuel, et que des mesures spécifiques sont appliquées lors d'activités générant des poussières, telles que le port de masques, la protection des sols, la fermeture des portes et l'aération complémentaire via les coupoles de désenfumage.



Hauptthema der Gemeinderatssitzung war die Schulorganisation 2026–2027.

Vorläufige Schulorganisation 2026–2027

Einleitend dankte Bürgermeister Jean Marie Jans (CSV) der für die Schulpolitik zuständigen Schöffin Josée Lorsché (DÉI GRÉNG), dem kommunalen Schuldienst, den Schulleitungen, den Schulgremien und allen weiteren Beteiligten für die Ausarbeitung der vorläufigen Schulorganisation für das Schuljahr 2026–2027.

Josée Lorsché erläuterte, dass die Ausarbeitung der Schulorganisation jedes Jahr eine besonders komplexe Aufgabe darstellt. Sie wird in Zusammenarbeit mit dem RECOBE (Vertretung der Schulkomitees), dem Schulamt und den kommunalen Behörden erarbeitet und muss zahlreiche administrative, pädagogische und organisatorische Vorgaben berücksichtigen.

Die Schöffin erinnerte daran, dass das vorgestellte Dokument provisorisch bleibt, da die endgültigen Schüler- und Personalzahlen erst zu Beginn des Schuljahrs im September feststehen. Wie jedes Jahr können verschiedene Faktoren die endgültigen Zahlen noch beeinflussen. Dazu zählen insbesondere Klassenwiederholungen, Einschreibungen an internationalen Schulen, am Schengenlyzeum ab dem 4.Zyklus oder an Privatschulen sowie Zu- und Wegzüge.

Das derzeit in der Gemeinde tätige Lehrpersonal umfasst 112 diplomierte Lehrkräfte. Sechs von ihnen treten zum Ende des Schuljahres in den Ruhestand. Hinzu kommen acht diplomierte Erzieherinnen für die Frühförderung, ein Lehrer für schulische Entwicklung, ein auf digitale Kompetenzen spezialisierter Lehrer, sechs diplomierte Erzieherinnen in den Lernzentren und im Bereich der Förderung von Kindern mit besonderen Bedürfnissen, drei Lehrkräfte sowie drei Assistenten für Kinder mit besonderen Bedürfnissen. Letztere begleiten Kinder mit Mobilitätseinschränkungen oder anderen besonderen Bedürfnissen im Schulalltag.

Anschließend stellte Josée Lorsché die der Schulorganisation beigefügten Dokumente vor: die Stellenbesetzungsordnung, den Plan für die außerschulische Betreuung sowie die Charta zur Zusammenarbeit zwischen der Grundschule und den Bildungs- und Betreuungseinrichtungen (SEA). Die im vergangenen Jahr in Kraft getretene Charta soll die Zusammenarbeit zwischen den pädagogischen und erzieherischen Teams stärken und so eine kohärente Begleitung der Kinder während des gesamten Tages gewährleisten.

Im Anschluss ging die Schöffin auf das nationale Projekt zur Alphabetisierung in Französisch (ALPHA) ein, dessen schrittweise Umsetzung die Schulen auch in den kommenden Jahren beschäftigen wird. Das Projekt sieht unter anderem den Einsatz von zwei Lehrkräften in den Hauptfächern – darunter Alphabetisierung, Lesen und Rechnen – in den betroffenen Klassen. Eine Lehrkraft übernimmt dabei den französischen, die andere den deutschen Zweig. Mehrere organisatorische Fragen sind jedoch noch zu klären, darunter die Aufteilung der Zuständigkeiten und Aufgaben der zusätzlichen Lehrkräfte während der Stunden, in denen die Schüler gemeinsam in einer Klasse unterrichtet werden. Auch Anpassungen der Stellenbesetzungsordnung werden erforderlich sein.

Die Schöffin erinnerte daran, dass die Schulorganisation auf dem vom Bildungsministerium zugewiesenen Unterrichtsstundenkontingent basiert. Dieses wird auf Grundlage des vom LISER ermittelten sozioökonomischen Index der Gemeinde sowie der im Januar 2026 erfassten Schülerzahl berechnet. Für das Schuljahr 2026–2027 beläuft sich dieses Kontingent für die drei Grundschulen der Gemeinde auf insgesamt 2.053 Wochenstunden. Davon entfallen 1.931 Stunden auf den Unterricht in den Klassen, die verbleibenden 122 Stunden sind für den Betrieb

der Lernzentren und der spezialisierten Förderangebote vorgesehen. Die Berechnung liegt eine Schülerzahl von 1.076 Kindern zugrunde; fünf Kinder, die von einem spezialisierten Kompetenzzentrum betreut werden, sind darin nicht berücksichtigt.

Josée Lorsché hob erneut die Bedeutung der Lernzentren hervor, die an den drei Schulen der Gemeinde eingerichtet sind und seit vielen Jahren einen zentralen Bestandteil der kommunalen Schulpolitik bilden. Sie ermöglichen eine gezielte Förderung von Kindern mit Lernschwierigkeiten oder besonderem Unterstützungsbedarf. Die Lernzentren werden von sieben Lehrkräften betrieben, die aus dem Unterrichtsstundenkontingent zur Verfügung gestellt werden. Hinzu kommen eine vom Ministerium bewilligte Halbtagsstelle sowie drei diplomierte Erzieherinnen des ESEB (Unterstützungsteam für Kinder mit besonderen Bedürfnissen).

Im laufenden Schuljahr betreuen die Lernzentren 45 Kinder des Zyklus 1 sowie 51 Kinder der Zyklen 2 bis 4. Besonderes Augenmerk gilt den Kindern des Zyklus 1, um möglichst früh eingreifen zu können. Josée Lorsché erläuterte, dass Schwierigkeiten, die bereits zu Beginn der Schullaufbahn auftreten, häufig Auswirkungen auf den weiteren Bildungsweg haben. Die betroffenen Kinder erhalten deshalb eine gezielte Förderung während kurzer täglicher Zeitfenster, damit ihre Integration in die Klasse erhalten bleibt. Sie präzisierte, dass die Aufnahme in ein Lernzentrum gemeinsam von der Regionaldirektion und der Kommission für schulische Inklusion auf der Grundlage von Beurteilungen verschiedener Fachkräfte beschlossen wird.

Darüber hinaus verfügt die Gemeinde über 115 Stunden außerhalb des Unterrichtsstundenkontingents für drei festangestellte Ersatzlehrer, zwei Stellen für sogenannte „classes d'accueil“ sowie sechs Stunden für den Schulentwicklungsplan. Die „classes d'accueil“ richten sich in erster Linie an neu zugezogene Schülerinnen und Schüler, die die Unterrichtssprachen noch nicht beherrschen. Sie bleiben in ihren jeweiligen Klassen integriert und erhalten gleichzeitig eine gezielte sprachliche Förderung. Derzeit besuchen 17 Kinder aus der Unterkunft für international Schutzsuchende die kommunalen Schulen.

Was die Schülerzahlen betrifft, so wies Josée Lorsché darauf hin, dass im Vergleich zum laufenden Schuljahr ein leichter Rückgang der Gesamtzahl der Schüler zu verzeichnen ist. Dieser ist jedoch fast ausschließlich auf die rückläufige Zahl der Kinder in der Früherziehung (éducation précoce) zurückzuführen. Während im Schuljahr 2025–2026 mit 121 Anmeldungen bei insgesamt 140 Kindern ein Rekordwert erreicht wurde, wurden für das kommende Jahr lediglich 84 Einschreibungen bei insgesamt 108 Kindern registriert. Der Rückgang um 37 Schüler erklärt somit den gesamten Rückgang der Schülerzahlen für das kommende Schuljahr.

In den übrigen Zyklen stellt sich die Entwicklung anders dar. Im Zyklus 1 gibt es lediglich sechs Schüler weniger als im Vorjahr, während die Zyklen 2 bis 4 einen Zuwachs von 26 Schülern verzeichnen.

Die Gesamtzahl der Klassen bleibt mit 67 Klassen, verteilt auf die drei Schulstandorte der Gemeinde, unverändert. Die durchschnittliche Klassenstärke liegt zwischen 15 und 16 Schülern pro Klasse. Dies gewährleistet laut Schöffin Lorsché eine qualitativ hochwertige Betreuung und trägt dazu bei, den individuellen Bedürfnissen der Kinder besser Rechnung zu tragen.

An den Schulstandorten Ëm de Bëchel und Reebou bleibt die Zahl der Klassen mit jeweils 29 Klassen stabil. Auch am Schulcampus Näerzeng bleibt die Schulorganisation mit neun Klassen unverändert. Die Gruppe der Früherziehung fällt in diesem Jahr jedoch mit nur neun Kindern in Noertzingen deutlich kleiner aus als im Vorjahr, als sie noch 24 Kinder umfasste. Damals mussten vier Kinder an eine Schule in Bettemburg verwiesen werden, da die Höchstzahl pro Gruppe bei 20 Kindern liegt. Um diese Situation auszugleichen, wird die Schule ein offenes pädagogisches Konzept entwickeln, das gemeinsame Aktivitäten für die Kinder der Frühförderung und des Zyklus 1 vorsieht. Drei-, vier- und fünfjährige Kinder werden so gemeinsam an ausgewählten, ihrem Alter entsprechenden Aktivitäten teilnehmen können – ein Ansatz, der inzwischen auch in anderen Gemeinden umgesetzt wird.



Anschließend stellte Josée Lorsché die zahlreichen pädagogischen, kulturellen, sportlichen und präventiven Projekte vor, die von der Gemeinde unterstützt oder finanziert werden. Sie ging dabei auf das groß angelegte Kunstprojekt ein, das gemeinsam mit professionellen Graffiti-Künstlern umgesetzt wurde und die Gestaltung eines Teils der Innenwände der Schulgebäude vorsieht. Nach dem Schulcampus Ëm de Bëchel soll das Projekt schrittweise auf den Campus Reebou ausgeweitet werden. Ziel ist es, den Kindern die Möglichkeit zu geben, ihr schulisches Umfeld aktiv mitzugestalten und ihr Zugehörigkeitsgefühl zur Schule zu stärken.

Zu den weiteren Initiativen zählen das gemeinsam mit der Energieagentur entwickelte Projekt „Nachhaltigkeit macht Schule“, pädagogische Aktivitäten im Wald, Projekte zur gesunden Ernährung in Zusammenarbeit mit der Ligue médico-sociale, Erste-Hilfe-Kurse, Workshops zur sexuellen und affektiven Bildung, Präventionsprogramme gegen Gewalt, Drogenmissbrauch und Cybermobbing sowie verschiedene Aktionen in Zusammenarbeit mit der Polizei. Darüber hinaus plant die Gemeinde eine Sensibilisierungskampagne mit der Krebsstiftung zum Thema Rauchen.

Weitere Aktivitäten betreffen die Robotik im Rahmen der „Lego League“, Theaterprojekte, Besuche des Nationalmuseums des Widerstands in Esch/Alzette, die den Kindern die Werte der Demokratie näherbringen sollen, Schulsportfeste, die Coupe scolaire sowie verschiedene Veranstaltungen auf dem Schulcampus. Josée Lorsché kündigte außerdem die Einführung einer Fahrradschule an. Diese soll den Kindern bereits früh die notwendigen Fähigkeiten für ein sicheres Radfahren vermitteln. Geplant ist unter anderem die Anschaffung von Fahrrädern, damit alle Schüler unter den gleichen Bedingungen lernen können.

Die Schöffin teilte außerdem mit, dass derzeit ein neues Sicherheitskonzept speziell für Schulfeste ausgearbeitet wird. Ziel ist es, die Zuständigkeiten der verschiedenen Beteiligten sowie die bei Zwischenfällen einzuhaltenden Abläufe klarer festzulegen.

Abschließend stellte sie die Grundzüge des neuen nationalen Lehrplans für die Zyklen 1 und 2 vor. Dieser sieht einen stärker fächerübergreifenden Unterricht vor und umfasst insbesondere Themen wie nachhaltige Entwicklung, Informatik, Kultur, Kulturerbe, Menschenrechte, die Mitbestimmung von Kindern sowie Gesundheitsförderung.

Linda Kunsch (LSAP) begrüßte die Vielfalt der den Schülern angebotenen Projekte sowie den hohen Stellenwert der Präventionsarbeit. Sie bedauerte jedoch, dass bestimmte Projekte nicht in allen Klassen einheitlich umgesetzt werden, was bei den Kindern mitunter auf Unverständnis stößt. Zudem erkundigte sich die Gemeinderätin nach der Entwicklung der Zahl der Kinder mit besonderen Bedürfnissen sowie nach den Sicherheitsvorkehrungen in den Schulen. Sie stellte fest, dass im Rahmen der Schulorganisation bereits verschiedene Sicherheitsmaßnahmen vorgesehen sind, darunter Evakuierungsübungen und Überwachungspläne. Diese seien jedoch punktuell und fügten sich nicht in ein umfassendes Sicherheitskonzept ein, das sämtliche Risiken und Notfallsituationen sowie die jeweiligen Rollen und Zuständigkeiten der beteiligten Akteure abdecke. Linda Kunsch sprach sich außerdem dafür aus, ein solches Sicherheitskonzept zu veröffentlichen, damit die Eltern sich über die von den Schulen umgesetzten Maßnahmen und die für Notfälle vorgesehenen Abläufe informieren können.

In ihrer Antwort erklärte Josée Lorsché, dass insgesamt kein Anstieg der Zahl der Kinder mit besonderen Bedürfnissen festzustellen sei, auch wenn die Zahl der Kinder aus dem Autismus-Spektrum leicht zunehme. Sie betonte, dass die Profile der betreuten Kinder sehr unterschiedlich seien und sich keineswegs auf klassische Lernschwierigkeiten beschränkten.

Zum Thema Sicherheit erinnerte die Schöffin daran, dass an den kommunalen Schulen bereits zahlreiche Maßnahmen umgesetzt werden. Dazu zählen ein Sicherheitsausschuss, regelmäßige Kontrollen durch den Sicherheitsbeauftragten der Gemeinde, Sicherheitskonzepte für sämtliche Schulfeste, verpflichtende Schulungen des Personals, die kontinuierliche Beaufsichtigung der Schüler, Zugangskontrollen zu den Schulgebäuden, Alarmanlagen, Notfallverfahren, Erste-Hilfe-



Kurse und entsprechende Ausrüstung sowie individuelle Betreuungspläne für Kinder mit besonderen medizinischen Bedürfnissen. Da es sich um sehr unterschiedliche Maßnahmen und um Regelungen handelt, die jeweils eigenen Vorschriften unterliegen, würde die Ausarbeitung eines einzigen Sicherheitskonzepts keinen Mehrwert bieten.

Was die von der Gemeinde initiierten oder finanzierten Projekte betrifft, stellte Josée Lorsché klar, dass es den Lehrkräften freisteht, diese in ihren Klassen umzusetzen oder darauf zu verzichten. Verbindlich sind lediglich die Vorgaben des nationalen Lehrplans.

Sylvie Jansa (LSAP) bat anschließend um nähere Erläuterungen zur Zuweisung von Schülern an die Lernzentren sowie zur Rolle der Eltern in diesem Verfahren.

Josée Lorsché bestätigte, dass die Eltern systematisch in die Entscheidungen einbezogen werden und keine Maßnahme ohne ihre Zustimmung erfolgt. Sie erinnerte daran, dass die Eltern verpflichtend an den Arbeiten der Kommission für schulische Inklusion beteiligt werden und die Bedürfnisse jedes einzelnen Kindes im Rahmen einer individuellen Analyse geprüft werden.

Nicolas Hirsch (DÉI GRÉNG) würdigte die Arbeit aller Akteure im Schul- und Bildungsbereich der Gemeinde. Besonders hob er den Erfolg des neuen Schulcampus „Ëm de Bëchel“ hervor, der vor weniger als einem Jahr eröffnet wurde – trotz einiger technischer Schwierigkeiten, die insbesondere auf die Überschwemmung kurz vor Schulbeginn 2025 zurückzuführen waren. Nach Ansicht des Gemeinderats fördern die offene Architektur des Gebäudes sowie die räumliche Nähe zwischen der Grundschule und den Bildungs- und Betreuungseinrichtungen eine bessere Kontinuität in der Begleitung der Kinder. Er unterstrich zudem die Bedeutung der Lernzentren, die er als wesentliche Investition in Prävention und schulischen Erfolg bezeichnete. Abschließend lobte er das Kunstprojekt, das den Schülern die Möglichkeit gibt, ihre Schule aktiv mitzugestalten. Dieses stärke ihrer Ansicht nach sowohl das Zugehörigkeitsgefühl als auch die Identifikation mit der Schule.

Véronique Wildgen (CSV) dankte dem gesamten Lehr-, Erziehungs-, Verwaltungs- und technischen Personal für dessen tägliches Engagement. Darüber hinaus würdigte sie die Arbeit des kommunalen Schuldienstes, der Schulkommission sowie der Elternvertretungen. Die Gemeinderätin hob die Investitionen in die schulische Infrastruktur, die Bedeutung der Lernzentren und die Vielfalt der Projekte hervor, die den Kindern in den Bereichen Gesundheit, Sport, Kultur und Prävention angeboten werden. Zudem verwies sie auf die Herausforderungen, die mit der Einführung des Projekts ALPHA verbunden sind, und betonte, dass eine sorgfältige Vorbereitung erforderlich sei, um dessen erfolgreiche Umsetzung zu gewährleisten.

Der Gemeinderat genehmigte die vorläufige Schulorganisation für das Schuljahr 2026–2027 einstimmig.

Anschließend stellte Schöffin Josée Lorsché die Stellenausschreibung für das Schuljahr 2026–2027 vor. Aufgrund von sechs Pensionierungen sowie der Versetzung mehrerer Lehrer in nationale Gremien, Freistellungen für verschiedene Aufgabenbereiche und Arbeitszeitreduzierungen umfasst die erste Liste insgesamt fünfzehn offene Stellen, davon mehrere im Zyklus 1, weitere Stellen in den Zyklen 2 bis 4 sowie drei Stellen für festangestellte Ersatzlehrer. Die Schöffin wies darauf hin, dass wegen fehlender Bewerbungen einzelne Stellen zunächst unbesetzt bleiben,

Die Ernennungen werden dem Gemeinderat unter Ausschluss der Öffentlichkeit zur Abstimmung vorgelegt.

Auszeichnungen für verdiente Sportler

Schöffe Gusty Graas (DP) stellte dem Gemeinderat die Liste der Sportler und Mannschaften vor, die gemäß der geltenden Gemeindeverordnung für eine Auszeichnung für besondere sportliche Verdienste vorgeschlagen werden. Er erinnerte daran, dass die Verleihung der Auszeichnungen



am 7. Juli im KulTourhaus in Hüncheringen stattfinden wird und wie jedes Jahr einen wichtigen Anlass darstellt, um den lokalen Sport zu würdigen.

Der Schöffe hob die Dynamik der Sportvereine in der Gemeinde hervor, die von zahlreichen engagierten und aktiven Vereinen getragen wird, und zeigte sich erfreut über die Leistungen, welche die Sportler in der vergangenen Saison erzielt haben. Die Auszeichnungen betreffen sowohl Einzelsportler als auch Mannschaften, die auf Vorschlag der Vereine herausragende sportliche Erfolge erzielt haben.

Der Gemeinderat genehmigte die Liste der verdienten Sportler.

Sonderbebauungsplan (PAP) – Rue de la Gare in Bettembourg

Bürgermeister Jean Marie Jans erläuterte, dass der PAP „Rue de la Gare“ die drei Häuser mit den Nummern 14 bis 18 im zentralen Bereich der Straße betrifft. Das gesamte Areal befindet sich inzwischen im Besitz von Investoren, die für diesen Bereich einen Bebauungsplan eingereicht haben.

David Graul vom kommunalen Dienst für Stadtplanung stellte das Projekt im Detail vor. Der PAP sieht die Umgestaltung der drei Parzellen zu einem gemischt genutzten städtischen Ensemble mit insgesamt 23 Wohnungen sowie Gewerbe-, Büro- und Dienstleistungsflächen vor. Gemäß den gesetzlichen Bestimmungen über den sozialen Wohnungsbau sind dabei rund drei erschwingliche Wohneinheiten vorgesehen, entsprechend einer Fläche von 241 m², die diesem Zweck vorbehalten ist.

Das Projekt umfasst vier Gebäude mit sich ergänzenden Funktionen. Es ist auf eine Verdichtung des bestehenden städtischen Gefüges ausgerichtet und orientiert sich im Wesentlichen an den bestehenden Baufluchten und Gebäudehöhen der Umgebung, mit Höhen zwischen zwei und fünf Stockwerken. Ziel ist die Schaffung eines gemischten Viertels aus Wohnen und wirtschaftlicher Nutzung mit direkter Anbindung an die Rue de la Gare und guter Erreichbarkeit des öffentlichen Verkehrs. Die Parkplätze sind überwiegend unterirdisch vorgesehen, um die Bodenversiegelung zu reduzieren. Eine interne Erschließungsstraße soll die Zufahrt sowie die Zufahrt für Rettungsdienste sicherstellen. Besonderes Augenmerk liegt auf der städtebaulichen Integration, der architektonischen Qualität sowie dem Übergang zur bestehenden Bebauung. Insgesamt folgt das Projekt einer kontrollierten Nachverdichtung und einer nachhaltigen Stadtentwicklung.

Nach Ansicht von Jeff Gross (CSV) stellt das Projekt eine wichtige Gelegenheit dar, die Entwicklung des Zentrums von Bettembourg weiter voranzutreiben. Er hob insbesondere die Mischung aus Wohnen, Handel und Dienstleistungen hervor sowie die gute Einbindung des Projekts in das städtische Umfeld. Zudem betonte er die Bemühungen im Bereich der Begrünung und der nachhaltigen Entwicklung.

Roby Biwer (LSAP) erklärte, dass seine Fraktion das Projekt unterstütze. Er unterstrich die Bedeutung der innerstädtischen Verdichtung im Vergleich zur Ausweisung neuer Baugebiete am Stadtrand. Zudem begrüßte er die vorgesehenen Regelungen im Bereich Erschließung und Verkehr.

Nicolas Hirsch (DÉI GRÉNG) äußerte sich ebenfalls positiv zum Verdichtungsprojekt in unmittelbarer Nähe des öffentlichen Verkehrs. Er regte an, künftig die Schaffung einer Fußgänger Verbindung entlang der Bahnlinie zwischen der Rue de la Gare und der Rue Lentz zu prüfen, um die Anbindung für den nicht motorisierten Verkehr in diesem Bereich zu verbessern.

Patrick Hutmacher (LSAP) bedauerte, dass das Projekt nicht mehr erschwinglichen Wohnraum vorsieht. Er vertrat die Ansicht, dass zusätzliche Wohneinheiten möglicherweise zu einem



höheren Anteil an solchen Wohnungen hätten führen können. Trotz dieser Anmerkung sprach er sich für den PAP aus.

Schöffin Josée Lorsché wies die Mitglieder des Gemeinderats darauf hin, dass der Dossier keinen detaillierten Pflanzplan enthalte. Dies sei auf die aktuellen Vorgaben des zuständigen Ministeriums zurückzuführen, wonach landschaftsplanerische Elemente erst in einer späteren Phase des Verfahrens festgelegt werden sollen.

David Graul erklärte in diesem Zusammenhang, dass die Evaluierungseinheit des Innenministeriums darauf hingewiesen habe, dass ein Begrünungskonzept nicht in den textlichen Teil eines PAP aufgenommen werden könne, da dieser hierfür keine normative Grundlage bilde. Nur der grafische Teil sowie die gesetzlichen Bestimmungen hätten verbindlichen Charakter im Rahmen eines PAP.

Der Gemeinderat genehmigte den PAP „Rue de la Gare“ einstimmig.

Umgestaltung der Ortseinfahrt an der Route de Mondorf

Bürgermeister Jean Marie Jans erinnerte daran, dass das Projekt zur Umgestaltung der Ortseinfahrt an der Route de Mondorf auf den Schlussfolgerungen der Verkehrsstudie „DuBett“ aus dem Jahr 2015 zur Organisation des Verkehrs in der Region Düdelingen und Bettembourg basiert. Diese unter der Leitung der Straßenbauverwaltung durchgeführte Studie sieht insbesondere die Aufwertung der verschiedenen Ortseinfahrten der Gemeinde vor. Der Bürgermeister präzisierte, dass die Arbeiten für die Gemeinde zugleich eine Gelegenheit darstellen, Eingriffe an den unterirdischen Infrastrukturen vorzunehmen, insbesondere im Bereich der Kanalisation sowie zur Verstärkung der Trinkwasserversorgung.

Zur Einordnung stellte Guillaume Dejean vom kommunalen technischen Dienst zunächst das Projekt der Straßenbauverwaltung vor, das die Umgestaltung der Route de Mondorf (N13) zwischen dem Kreisverkehr „Cité du Soleil“ und der Kreuzung CR161/Krakelshaff in Bettembourg betrifft. Das Projekt umfasst die Neugestaltung der Ortseinfahrt ab der N13 sowie die Umstrukturierung der Kreuzung CR161/Krakelshaff. Vorgesehen sind unter anderem die Neugestaltung der bestehenden Inseln, die Erneuerung der Fahrbahn und der Parkflächen sowie die Installation von Lichtsignalanlagen an der Kreuzung zwischen N13 und CR161. Die Fußgängerübergänge werden an die Anforderungen der Barrierefreiheit für Personen mit eingeschränkter Mobilität angepasst. Besonderes Augenmerk gilt der sanften Mobilität. Die bestehenden Gehwege werden teilweise neugestaltet, zudem werden Mischwege für Fußgänger und Radfahrer zwischen dem Kreisverkehr „Cité du Soleil“ und der Kreuzung Krakelshaff geschaffen. Die vorgesehenen Maßnahmen sollen die Sicherheit und den Komfort der nicht motorisierten Verkehrsteilnehmer auf dieser stark frequentierten Achse verbessern.

Was die Beteiligung der Gemeinde betrifft, wird der Teil der Straßeninfrastruktur zu einem späteren Zeitpunkt dem Gemeinderat vorgelegt, während der hier behandelte Punkt ausschließlich die Durchführung – in Koordination mit der Wasserwirtschaftsverwaltung (AGE) – von zwei Eingriffen an den unterirdischen Netzen betrifft.

Die erste Maßnahme betrifft den Anschluss der Gebäude mit den Nummern 326 sowie 332/334 an das Kanalisationsnetz der Route de Mondorf sowie die nachträgliche Regulierung der Situation einzelner isolierter Gebäude und der Garage Winandy. Diese Maßnahme erfolgt im Rahmen einer von der AGE geforderten Anpassung an die geltenden Vorschriften. Das Projekt ist mit 845.000 Euro veranschlagt.

Die zweite Maßnahme betrifft die Verstärkung der Trinkwasserversorgung im Bereich des Parc Merveilleux, der Kinderkrippe Kokopelli sowie des Gemeindestadions. Hier ist die Verlegung einer



neuen Leitung entlang der Route de Mondorf vorgesehen, um die Versorgungssicherheit dieser sensiblen Infrastrukturen zu verbessern. Die Kosten werden auf 345.000 Euro geschätzt.

Der Gemeinderat genehmigte die Projekte betreffend den Anschluss der Gebäude 326 sowie 332/334 an die Kanalisation der Route de Mondorf sowie die Verstärkung des Trinkwassernetzes im Bereich der Ortseinfahrt einstimmig.

Änderung des Reglements betreffend die Prämien für Schüler und Studierende

Schöffe Alain Gillet (CSV) erläuterte die vorgeschlagenen Änderungen des Reglements über die Prämien für Schüler und Studierende. Er erklärte, dass das Reglement angepasst wurde, um den aktuellen Bewertungspraktiken der Schulen Rechnung zu tragen. Diese wenden heute unterschiedliche Bewertungssysteme an, die je nach Fall Noten und Punkte kombinieren, was die Berechnung der Prämien im Rahmen des bestehenden Systems erschwert. Ziel der Änderungen ist es daher, die Berechnungsmodalitäten zu vereinfachen und gleichzeitig die Anerkennung der Abschlüsse zu stärken.

Für Schüler soll die Prämie bei Bestehen des Schuljahres von 80 auf 100 Euro angehoben werden. Auch die Leistungsprämien werden angepasst: Eine Prämie von 150 Euro ist für Ergebnisse ab 75 % vorgesehen, während 200 Euro für Ergebnisse ab 85 % gewährt werden.

Im Bereich der Abschlussprüfungen, insbesondere des DAP sowie des Abiturs, soll künftig eine einheitliche Prämie von 160 Euro gelten. Bisher lag dieser Betrag zwischen 100 und 160 Euro. Alain Gillet betonte, dass alle betroffenen Abschlüsse hinsichtlich des damit verbundenen Aufwands als gleichwertig zu betrachten seien und daher auch gleich behandelt werden sollten.

Für Studierende wird die Prämie für das Bestehen eines Studienjahres auf 400 Euro festgelegt. Bisher variierte dieser Betrag je nach verfügbaren Haushaltsmitteln. Darüber hinaus sollen die Prämien für den Erwerb eines BTS, Bachelor, Master, Doktorats oder eines gleichwertigen Abschlusses jeweils um rund 200 Euro pro Niveau erhöht werden, um diese Qualifikationen stärker zu würdigen.

Der Schöffe präzisierte zudem, dass die Prämie für das Meisterdiplom in der ursprünglichen Fassung des Reglements nicht angepasst worden war. Auf Anregung der Finanzkommission schlägt der Schöffenrat vor, diese Prämie von 200 auf 400 Euro zu erhöhen, um eine kohärente Anpassung im Gesamtgefüge sicherzustellen.

Sylvie Jansa begrüßte diese zusätzliche Anpassung und hob die Bedeutung hervor, auch handwerkliche Berufe und berufliche Ausbildungen stärker zu unterstützen. Aus ihrer Sicht sollten diese Kompetenzen gleichwertig zu akademischen Laufbahnen anerkannt werden.

Der Gemeinderat genehmigte die Änderung des Reglements über die Prämien für Schülerinnen, Schüler und Studierende einstimmig.

Änderung des Reglements über die Zuteilung einer Sozialbeihilfe

Schöffe Alain Gillet stellte die vorgeschlagenen Änderungen des Reglements über die kommunale Sozialbeihilfe vor. Die Anpassungen zielen in erster Linie darauf ab, die administrativen Abläufe für die Begünstigten zu vereinfachen.

Bislang mussten Personen, die die staatliche Sozialbeihilfe erhalten, zusätzlich einen Antrag beim Sozialamt stellen, um die kommunale Sozialbeihilfe zu beziehen, die 50 % des vom Staat gewährten Betrags entspricht. Anschließend erfolgte eine Überprüfung beim Nationalen Solidaritätsfonds, um den Bezug der staatlichen Leistung zu bestätigen.



Um dieses Verfahren zu vereinfachen, soll die kommunale Sozialbeihilfe künftig automatisch an alle Personen ausgezahlt werden, die auf der vom Staat an die Gemeinden übermittelten Liste der Begünstigten stehen. Die Betroffenen müssten somit keinen zusätzlichen Antrag mehr einreichen.

Laut Alain Gillet stellt diese Änderung eine wesentliche administrative Vereinfachung dar und ermöglicht den Begünstigten einen einfacheren Zugang zu der ihnen zustehenden Unterstützung.

Der Gemeinderat genehmigte die Änderung des Reglements über die Zuteilung einer Sozialbeihilfe einstimmig.

Kredit zur Finanzierung außerordentlicher Investitionen

Schöffe Alain Gillet erinnerte den Gemeinderat daran, dass in diesem Jahr ein Kredit in Höhe von 3.500.000 Euro aufgenommen werden muss, um verschiedene außerordentliche Investitionen zu finanzieren, insbesondere die letzten Ausgaben im Zusammenhang mit dem Schulcampus „Ëm de Bëchel“.

Er präzisierte, dass der Beschluss des Gemeinderats eine notwendige Voraussetzung darstellt, um anschließend bei Banken Angebote einzuholen und die verschiedenen Finanzierungskonditionen vergleichen zu können.

Der Gemeinderat genehmigte die Aufnahme des Kredits mit 9 Stimmen bei 6 Gegenstimmen.

Genehmigung einer Nutzungsvereinbarung

Schöffin Josée Lorsché erläuterte, dass der Revierförster rund 425 Hektar Wald bewirtschaftet (370 Hektar Gemeindewald und 55 Hektar Staatswald) und darüber hinaus zahlreiche Dienstleistungen für die Gemeinde erbringt, die über die reine Waldbewirtschaftung hinausgehen. Dazu zählen unter anderem die Produktion und Lieferung von Brennholz für die Einwohner, die Herstellung von Bänken und Tischen aus heimischem Holz für den öffentlichen Raum, Waldhütten, Holztrennwände sowie weitere Ausstattungselemente aus Holz. Zudem werden den Schulen kostenlose Kleinmaterialien aus lokalem Holz zur Verfügung gestellt.

Um diese Aufgaben für die Gemeinde und die Bevölkerung erfüllen zu können, hat die Gemeinde in den vergangenen Jahren erhebliche Mittel in spezialisierte Maschinen und Geräte investiert. Dieses Material wird jedoch seit Jahren auf dem ehemaligen Affilux-Gelände in Düdelingen abgestellt, das sich in der Nähe der französischen Grenze befindet und von der Natur- und Forstverwaltung (ANF) zur Verfügung gestellt wird. Da dieses Gelände über keine geeigneten überdachten Flächen verfügt, muss das gesamte Material mitsamt den Maschinen und Fahrzeugen im Freien gelagert werden, was zu schnellen Schäden führt und steigende Reparatur- bzw. Ersatzkosten verursacht. Hinzu kommen erhebliche Zeitverluste durch tägliche Fahrten zwischen Düdelingen und Bettembourg. Da das Gelände zudem von einer umfangreichen Baustelle betroffen ist, ist es für eine effiziente und wirtschaftliche Arbeitsweise nicht mehr geeignet.

Um dieser zunehmend problematischen Situation zu begegnen, beabsichtigt der Schöffenrat, einen eigenständigen kommunalen Forstdienst aufzubauen, analog zu bereits bestehenden Strukturen in anderen Gemeinden wie Roeser, Schiffingen, Kayl, Rümelingen, Esch/Alzette und Niederanven. Ziel ist es zudem, die Synergien zwischen den kommunalen Services des Parcs und des Régies und dem Personal der ANF zu stärken.

Es hat sich die Möglichkeit ergeben, eine landwirtschaftliche Halle in idealer Lage auf dem Gemeindegebiet anzumieten, die derzeit frei geworden ist. Das Gebäude mit einer Fläche von



1.458 m² würde es ermöglichen, Material und Holz unter geeigneten Bedingungen zu lagern, die Fahrwege und -zeiten erheblich zu verkürzen und bessere Arbeitsbedingungen zu schaffen. Nach Angaben der Verwaltung liegt der geforderte Mietpreis innerhalb der national üblichen Preisspanne für vergleichbare Objekte.

Roby Biwer (LSAP) und Patrick Hutmacher (LSAP) erklärten, die dargestellten operativen Schwierigkeiten sowie die Verbesserung der Arbeitsbedingungen des Revierförsters nachvollziehen zu können. Sie äußerten jedoch mehrere Vorbehalte. Zum einen stellten sie die grundsätzliche Frage, ob die Gemeinde ein Projekt finanziert, das einem staatlichen Dienst (ANF) zugutekommt, und vertraten die Ansicht, dass sich der Staat stärker an der Finanzierung beteiligen sollte. Zudem bedauerten sie das Fehlen eines unabhängigen Immobiliengutachtens zur Bewertung der Angemessenheit des jährlichen Mietpreises von 90.000 Euro. Schließlich fragten sie, ob kommunale Alternativen, etwa die ehemaligen Gemeindewerkstätten in der Montée d'Abweiler oder die neuen Werkstätten, ausreichend geprüft wurden.

Bürgermeister Jean Marie Jans erklärte in seiner Antwort, dass Marktvergleiche vorgenommen wurden und das Gebäude in der Montée d'Abweiler nach den vorliegenden Analysen nicht mehr nutzbar bzw. sanierungsfähig sei. Die neuen Werkstätten böten zudem nicht genügend Platz für die erforderlichen Lager- und Arbeitsaktivitäten. Die Anmietung der Halle stelle daher eine pragmatische und vorübergehende Lösung dar, die die aktuelle Situation entspreche und zugleich offen für zukünftige Entwicklungen bleibe.

Förster Jeff Wagner führte aus, dass der Staat bereits mehrere Millionen Euro in die Modernisierung des Standorts Düdelingen investiere, weshalb derzeit keine zusätzlichen Mittel für eine lokale Verlagerung bereitgestellt würden. Rund 90 % der Tätigkeiten des Forstbetriebs Bettenburg dienten direkt der Gemeinde. Durch die räumliche Nähe des vorgesehenen Standorts könnten Fahrzeiten deutlich reduziert, Betriebskosten gesenkt und die Reaktionsfähigkeit der Dienste verbessert werden. Ein geeigneter Standort sei daher aus seiner Sicht eine wesentliche Voraussetzung für einen effizienten Forstbetrieb.

Die Nutzungsvereinbarung wurde mit 9 Stimmen bei 6 Gegenstimmen angenommen.

Änderung im Lenkungsausschuss für das interkulturelle Zusammenleben

Der Gemeinderat genehmigte die Ersetzung von Jean Marie Jans durch Alain Gillet als Mitglied des Gemeinderats im Lenkungsausschuss des kommunalen Pakts für interkulturelles Zusammenleben.

Änderungen in den Ausschüssen

Der Gemeinderat genehmigte mehrere Änderungen in den kommunalen Beratungsausschüssen. Auf Vorschlag der CSV wird Alain Gillet im Ausschuss für nachhaltige Entwicklung durch Patrick Kohn ersetzt. Auf Vorschlag von DÉI GRÉNG wird Caroll Ewen Gindt im Ausschuss für Finanzen und Gutachten durch Alex Welter ersetzt.

Fragen der Gemeinderäte

Linda Kunsch fragte, wie die Sicherheit des Pédibus in Hüncheringen sowie des Schultransports zur Sonneschoul in Nörtzingen gewährleistet wird, da Bedenken hinsichtlich der Betreuung, der Kommunikation mit den Kindern aufgrund der von der Begleitperson verwendeten Sprache sowie der Beaufsichtigung der Kinder geäußert wurden. Zudem stellte sie die Frage nach dem Ausbildungsstand der Begleitperson in Bezug auf Sicherheitsfragen und wollte wissen, ob diese



eine spezielle Schulung absolviert habe, wie dies in der Stadt Luxemburg der Fall ist, wo die Begleiter des Pédibus verpflichtet sind, eine halbtägige Schulung durch die Polizei zu absolvieren.

Schöffin Josée Lorsché antwortete, dass der Pédibus tatsächlich für die Kinder aus den Straßen „Rue de la Résistance“, „Op Mehlbich“, „Hiehl“ und „Ruisseau“ in Hüncheringen eingerichtet sei. Sie erklärte, dass eine Person die Kinder vom Sammelpunkt in der „Rue de la Résistance“ aus betreue und sie bis zur Bushaltestelle begleite, wodurch die durchgehende Beaufsichtigung auf dieser Strecke gewährleistet sei. Die Schöffin betonte, dass bislang weder vom Lehrpersonal noch von der für die Begleitung der Kinder zuständigen Person noch vom beauftragten Verkehrsunternehmen Sicherheitsprobleme gemeldet worden seien, was ihrer Ansicht nach das insgesamt reibungslose Funktionieren der Regelung bestätige. Sollten tatsächlich Sicherheitsprobleme festgestellt werden, werde die betreffende Person gebeten, den Schuldienst unverzüglich zu benachrichtigen, anstatt diese innerhalb einer Fraktion zu diskutieren und erst in einer Gemeinderatssitzung zur Sprache zu bringen. Die Schöffin fügte hinzu, dass die Gemeinde noch zusätzlich kompetentes Personal einstelle, um dieses System zu verstärken. Sie betonte zudem, dass es bislang noch keine spezifische Ausbildung für diese Funktion gebe, die Betreuungspersonen jedoch auf Grundlage ihrer einschlägigen Kompetenzen ausgewählt würden.

Linda Kunsch fragte anschließend, welche konkreten Maßnahmen ergriffen würden, um die auf dem Schulcampus „Ëm de Bëchel“ acht Monate nach der Eröffnung weiterhin bestehenden Probleme mit der Lüftung und Klimatisierung zu beheben, die zu einer von einigen Schülern und Lehrern als unzureichend empfundenen Luftqualität führten, insbesondere aufgrund eines begrenzten Luftaustauschs, von Staub aus den Bodenbelägen sowie bestimmter Aktivitäten, die eine angemessene Belüftung erfordern.

Auf die Frage von Marco Estanqueiro (LSAP), wie andere Gemeinden bei der Rekrutierung von Begleitpersonen für den Pédibus vorgehen, antwortete Schöffin Josée Lorsché, dass diese Gemeinden den Pedibusdienst an die Betreiber ihrer Betreuungseinrichtungen ausgelagert haben. Da die Betreuungsdienste der Gemeinde Bettembourg nicht an externe Betreiber ausgelagert sind, sondern vom Gemeindepersonal geleitet werden, sind die Ausgangsbedingungen der Gemeinden nicht miteinander vergleichbar. In der Vergangenheit habe es sich als schwierig erweisen, geeignete Begleitpersonen zu rekrutieren. Die Gemeinderätinnen Sylvie Jansa und Linda Kunsch waren der Ansicht, dass die Verträge mit 13 Wochenstunden wenig attraktiv seien, was die Schwierigkeiten bei den Rekrutierungskampagnen erkläre. Sie schlugen daher vor, eine Aufwertung dieser Tätigkeit in Betracht zu ziehen, beispielsweise durch eine Erhöhung des Stundenumfangs auf 16 Wochenstunden, wie es in der Gemeinde Schiffingen der Fall sei. Josée Lorsché erklärte, dass die festgelegte Zahl von 13 Arbeitsstunden der reell gebrauchten Zeit entspricht und dass zusätzliche Arbeitsstunden innerhalb der Betreuungsdienste nicht vom Bildungsministerium gestattet werden.

Bürgermeister Jean Marie Jans antwortete, dass infolge des Schadensereignisses in der Nacht vom 8. auf den 9. September 2025 mehrere wichtige technische Anlagen beschädigt wurden und noch ersetzt und neu programmiert werden müssen. Die Arbeiten seien noch im Gange. Der Bürgermeister erklärte, dass trotz dieser Situation die Sicherheit der Nutzer, die Heizung und der Luftaustausch seit Schulbeginn dank provisorischer Lösungen kontinuierlich gewährleistet gewesen seien, wobei der technische Dienst in Zusammenarbeit mit den Hausmeistern, den Vertretern der Lehrkräfte und den SEA-Verantwortlichen eine ständige Überwachung durchgeführt habe. Die vollständige Instandsetzung bleibe aufgrund von Lieferfristen und Arbeiten im laufenden Betrieb komplex. Eine Normalisierung werde für den Schulbeginn im September 2026 angestrebt, nach den letzten geplanten Anpassungen im Juni und Juli 2026. Die Vorabnahme mit TRALUX habe im Dezember 2025 stattgefunden, und die Endabnahme werde für Ende August 2026 erwartet.



Der Bürgermeister fügte hinzu, dass von den Experten oder Gesundheitsbehörden keine negativen Berichte zur Luftqualität eingegangen seien, und wies darauf hin, dass in allen Räumen eine Belüftung durch Öffnen der Fenster möglich sei. Schließlich stellte er klar, dass das Gebäude über keine Klimaanlage verfüge (mit Ausnahme der IT-Räume), dass die Bodenbeläge aus antiallergischen Teppichen bestünden, die täglich gereinigt und einmal jährlich einer gründlichen Pflege unterzogen würden, und dass bei staubverursachenden Tätigkeiten spezifische Maßnahmen ergriffen würden, wie beispielsweise das Tragen von Masken, der Schutz der Böden, das Schließen der Türen und die zusätzliche Belüftung über die Rauchabzugskuppeln.

